Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Municipalité de Saint-Liguori | 63065 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,	
Je soussigné(e), SIMON FRANCHE, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalitécembre 2020.	ité de Saint-Liguori pour l'exercice terminé le 31
Signature	Date _10 mai 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	19
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	20
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	21
Charges par objets	22
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	27
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	34
Analyse des charges	46

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de St-Liquori

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de St-Liguori, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de St-Liguori au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de St-Liguori inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le Ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 17, 18, et 23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fait preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- · J'acquiers une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- · J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- · Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je

|3|

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

conclue à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et j'apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

YVAN GAUDET, CPA AUDITEUR, CA Joliette, 10 mai 2021

ÉTAT DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisatio	ons
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	1	2 238 135	2 034 203
Compensations tenant lieu de taxes	2		43 525	41 725
Quotes-parts	3			
Transferts	4		686 143	11 254 558
Services rendus	5		56 819	116 750
Imposition de droits	6		120 021	88 097
Amendes et pénalités	7		5 621	34 204
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9		17 205	26 706
Autres revenus	10		19 682	12 671
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises				
municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	1	3 187 151	13 608 914
Charges				
Administration générale	14	1	479 793	548 539
Sécurité publique	15		378 376	365 910
Transport	16		928 643	1 296 676
Hygiène du milieu	17		374 071	259 018
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19		101 222	120 638
Loisirs et culture	20		231 464	341 250
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22		239 507	114 542
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1	2 733 076	3 046 573
Excédent (déficit) de l'exercice	25		454 075	10 562 341
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		16 534 525	5 972 184
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		16 534 525	5 972 184
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		16 988 600	16 534 525

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

|5|

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	171 708	441 088
Débiteurs (note 5)	2	7 392 246	9 457 917
Prêts (note 6)	3	79 464	85 064
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des			
partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	7 643 418	9 984 069
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	884 765	8 584 582
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	770 579	1 226 390
Revenus reportés (note 12)	12	265 779	405 392
Dette à long terme (note 13)	13	10 078 072	3 735 279
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	11 999 195	13 951 643
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(4 355 777)	(3 967 574)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	21 332 540	20 490 262
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	11 837	11 837
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 18)	21		
,	22	21 344 377	20 502 099
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	16 988 600	16 534 525

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget Réalisati		tions	
		2020	2020	2019	
Excédent (déficit) de l'exercice	1		454 075	10 562 341	
Variation des immobilisations					
Acquisition	2 ()(1 454 488)(10 029 090)	
Produit de cession	3				
Amortissement	4		612 210	479 916	
(Gain) perte sur cession	5				
Réduction de valeur / Reclassement	6				
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7				
<u> </u>	8		(842 278)	(9 549 174)	
Variation des propriétés destinées à la revente	9				
Variation des stocks de fournitures	10				
Variation des autres actifs non financiers	11				
	12				
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13				
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14				
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15		(388 203)	1 013 167	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	16		(3 967 574)	(4 980 741)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17		,	,	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18				
Solde redressé	19		(3 967 574)	(4 980 741)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(4 355 777)	(3 967 574)	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	454 075	10 562 341
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	612 210	479 916
Autres			
•	3		
•	4		
	5	1 066 285	11 042 257
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 065 671	(6 626 976)
Autres actifs financiers	7		(5 5 2 5 5 7)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(455 811)	421 486
Revenus reportés	9	(139 613)	197 817
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(100 010)	107 017
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
Auties actils from illianciers	14	2 536 532	5 034 584
	14	2 330 332	3 034 304
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (1 454 488)(10 029 090)
Produit de cession	16		
	17	(1 454 488)	(10 029 090)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations			
dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 ()()
Remboursement ou cession	19	5 600	5 500
Autres placements de portefeuille		0 000	0 000
Acquisition	20 ()(١
Cession	21	/(,
Ce33(01)	22	5 600	5 500
		3 000	3 300
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	6 636 000	767 300
Remboursement de la dette à long terme	24 (245 200)(240 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(7 699 817)	4 449 333
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(48 007)	5 347
Autres			
•	27		
•	28		
	29	(1 357 024)	4 981 980
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(269 380)	(7 026)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	•	(200 000)	(1 020)
·	31	441 088	448 114
Solde déjà établi		44 1 U00	440 114
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32	444 000	440 444
Solde redressé	33	441 088	448 114
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	171 708	441 088

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de la Paroisse de Saint Liguori est un organisme municipal existant en vertu de la loi intitulée Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada de 1855, 18 Victoria, chapitre 100. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 , la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

S/O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à leur valeur marchande. Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures : 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans Machinerie, outillage et équipement divers : 10 ans

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de carrière, du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'états de résultats lors de leur utilisation aux fins prévus par le fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constations suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par

l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;

Revenus de transferts

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

s/o

I) Autres éléments

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement

3. Modification de méthodes comptables

s/o

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	171 708	441 088
Découvert bancaire	2 ()()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
•	4		
•	5		
•	6		
•	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	171 708	441 088
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	100 000	100 000
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et			
ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	210 641	180 355
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	6 091 426	6 266 807
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 022 958	2 699 754
Organismes municipaux	15		54 489
Autres			
INTERETS	16	52 037	30 288
 AUTRE 	17	15 184	226 224
	18	7 392 246	9 457 917
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 792 230	1 061 528
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 792 230	1 061 528
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
ECO PRET	26	79 464	85 064
•	27		
	28	79 464	85 064
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

7. Placements de portefeuille

	2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et			
autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs			
à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	8 450	17 047
	43	8 450	17 047

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

	2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	
Autres	45	
	46	

Note

10. Emprunts temporaires

La municipalité dispose d'un emprunt temporaire d'un montant maximum de 11 328 108 \$ pour financer la construction du réseau d'égout, le montant de l'emprunt totalise 884 765 \$, les intérêts sont calculés au taux de 3,95 % et sont payables mensuellement.

11. Créditeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	32 150	395 647
Salaires et avantages sociaux	48	31 326	33 622
Dépôts et retenues de garantie	49		
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
INTERET	51	69 364	23 150
 RETENU GARANTIE 	52	637 739	773 971
•	53		
•	54		
•	55		
	56	770 579	1 226 390

Note

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	8 946	6 200
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional			
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	96 645	69 440
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
•	67		
 Revenu reporté FEFPTEU 	68		188 566
 Carrière 	69	160 188	141 186
•	70		
	71	265 779	405 392

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2020	2019
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,00	3,70	2021	2025	72	10 148 123	3 757 323
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de							
location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	10 148 123	3 757 323
Frais reportés liés à la dette à long terme					81 (70 051)(22 044)
					82	10 078 072	3 735 279

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dette	Autres dettes à long terme		
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	_	
2021	83		581 000				581 000
2022	84		579 000				579 000
2023	85		794 974				794 974
2024	86		2 826 935				2 826 935
2025	87		5 366 214				5 366 214
2026 et plus	88						
	89		10 148 123				10 148 123
Intérêts et frais							
accessoires	90		()	()
	91		10 148 123				10 148 123

Note

14. Autres passifs

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
•	94	
•	95	
•	96	
•	97	
	98	

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(4 355 777)	(3 967 574)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ()()
Autres	101 ()()
	102	(4 355 777)	(3 967 574)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	2 206 698	55 865	10 559	2 252 004
Eaux usées	104	4 967 569	875 759	(93 684)	5 937 012
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,				,	
tunnels et viaducs	105	13 762 755	409 882	1 859	14 170 778
Autres					
Autres	106	1 759 965	73 819	(47 654)	1 881 438
•	107			, ,	
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	600 366			600 366
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	652 441			652 441
Ameublement et équipement de bureau	112	271 266	1 288	17 399	255 155
Machinerie, outillage et équipement divers	113	409 852	37 875	111 521	336 206
Terrains	114	406 787			406 787
Autres	115				
	116	25 037 699	1 454 488		26 492 187
Immobilisations en cours	117				
	118	25 037 699	1 454 488		26 492 187
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	703 716	56 130	(2)	759 848
Eaux usées	120	28 935	87 045	(1 314)	117 294
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,				,	
tunnels et viaducs	121	2 259 072	384 997	(714 589)	3 358 658
Autres				,	
Autres	122	166 109	21 269	715 910	(528 532)
•	123				,
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	422 510	5 619	(1)	428 130
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	390 552	33 738	(2)	424 292
Ameublement et équipement de bureau	128	285 268	1 392	44	286 616
Machinerie, outillage et équipement divers	129	291 275	22 020	(46)	313 341
Autres	130				
	131	4 547 437	612 210		5 159 647
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	20 490 262			21 332 540
Biens loués en vertu de contrats de location	-				
acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133			_	
Amortissement cumulé	134 ()()()()
Valeur comptable nette	135				

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	11 837	11 837
	139	11 837	11 837
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9) Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste	140		
« Propriétés destinées à la revente »	141	11 837	11 837

Note

18. Autres actifs non financiers

	2020	2019
Frais payés d'avance		
•	142	
•	143	
•	144	
Autres		
•	145	
•	146	
	147	

Note

19. Obligations contractuelles

Office Municipal d'Habitation de Saint-Liguori

Le conseil municipal de la Paroisse de Saint-Liguori a décidé unanimement, par résolution 1993-037, de défrayer 10 % du déficit de budget d'exploitation de l'Office Municipal d'Habitation de Saint-Liguori.

Voirie

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat d'un an échéant en 2021 pour l'ouverture des chemins en hiver. Le solde des engagements, incluant les taxes, au 31 décembre 2021 est estimé à 128 135 \$.

Hygiène du milieu

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat de cinq ans échéant en 2025, pour l'enlèvement des ordures et cueillette sélective. La dépense annuelle se chiffre à 193 060 \$.

20. Droits contractuels

s/o

21. Passifs éventuels

s/o

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) Cautionnements et garanties

	Montant initial	Solde des cautionnements		
Description	des cautions	2020	2019	
	148			

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

s/o

23. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

24. Données budgétaires

s/o

25. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES RÉSULTATS DÉTAILLÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020			Réalisations 2019	
		Sans ventilation	Sans ventilation	Réalisations 2020 Ventilation de	Total	
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	1	2 238 135		2 238 135	2 034 203
Compensations tenant lieu de taxes	2		43 525		43 525	41 725
Quotes-parts	3					
Transferts	4		497 577		497 577	669 935
Services rendus	5		56 819		56 819	116 750
Imposition de droits	6		120 021		120 021	88 097
Amendes et pénalités	7		5 621		5 621	34 204
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9		17 205		17 205	26 706
Autres revenus	10		19 682		19 682	12 671
Effet net des opérations de restructuration	11					
Enot not use operations as restructuration	12	1	2 998 585		2 998 585	3 024 291
Investissement						0 02 1 20 1
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		188 566		188 566	10 584 623
Imposition de droits	16		100 000		100 000	10 004 020
Autres revenus	10					
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises	10					
municipales et de partenariats commerciaux	19					
municipales et de partenanats commerciaux	20		188 566		188 566	10 584 623
	21		3 187 151		3 187 151	13 608 914
Charges	21		3 107 131		3 107 131	10 000 314
Administration générale	22	1	477 922	1 871	479 793	548 539
Sécurité publique	23	•	351 020	27 356	378 376	365 910
Transport	24		521 557	407 086	928 643	1 296 676
Hygiène du milieu	25		230 896	143 175	374 071	259 018
Santé et bien-être	26		250 050	143 173	374 07 1	239 010
Aménagement, urbanisme et développement	27		101 222		101 222	120 638
Loisirs et culture	28		198 742	32 722	231 464	341 250
Réseau d'électricité	29		190 /42	3Z 1ZZ	231 404	341 230
	30		239 507		239 507	114 542
Frais de financement			239 507		239 507	114 542
Effet net des opérations de restructuration	31		040 040	040.040		
Amortissement des immobilisations	32		612 210 (612 210)	0.700.070	0.040.530
E (1 (///E 10 1 III)	33	1	2 733 076		2 733 076	3 046 573
Excédent (déficit) de l'exercice	34		454 075		454 075	10 562 341

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES

		2020			2019	
		Budget	Ré	alisations	Réalisations	
Excédent (déficit) de l'exercice	1			454 075	10 562 341	
Moins : revenus d'investissement	2 (,)(188 566)(10 584 623	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice	`				,	
avant conciliation à des fins fiscales	3			265 509	(22 282)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4			612 210	479 916	
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8			612 210	479 916	
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement						
et participations dans des entreprises municipales						
et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17 (,)(245 200)(240 000)	
3	18			(245 200)	(240 000)	
Affectations					(
Activités d'investissement	19 (,)()()	
Excédent (déficit) accumulé	`	•		/(,	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21					
Réserves financières et fonds réservés	22					
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
The second secon	25					
	26			367 010	239 916	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice				00.010	200 010	
à des fins fiscales	27			632 519	217 634	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES

	_	2020	2019
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	188 566	10 584 623
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (1 288)(2 100
Sécurité publique	3 ()(25 774
Transport	4 (461 679)(5 623 997
Hygiène du milieu	5 (931 625)(4 309 968
Santé et bien-être	6 ()(
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()(
Loisirs et culture	8 (59 896) (67 251
Réseau d'électricité	9 ()(
	10 (1 454 488)(10 029 090
B 177 1 87 31 4			
Propriétés destinées à la revente		\	
Acquisition	11 ()(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement			
et participations dans des entreprises municipales			
et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 ()(
·			
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
Affectations			
Activités de fonctionnement	14		
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 265 922	(555 533)
Excédent de fonctionnement affecté	16	· =	(=== 000)
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	1 265 922	(555 533)
	19	(188 566)	(10 584 623)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CHARGES PAR OBJETS

		Budget	Réalisatio	ons
		2020	2020	2019
Rémunération	1	1	463 717	514 458
Charges sociales	2		102 112	112 688
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6		1 137 153	1 645 064
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long				
terme à la charge				
De l'organisme municipal	7		238 705	114 010
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11		802	532
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12		178 377	179 905
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17		612 210	479 916
Autres				
•	18			
•	19			
•	20			
	21	1	2 733 076	3 046 573

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	706 521	220 763
Excédent de fonctionnement affecté	2	146 468	74 315
Réserves financières et fonds réservés	3	114 236	114 236
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()(
Financement des investissements en cours	5	(1 046 573)	(1 766 157)
nvestissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 067 948	17 891 368
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
<i>y</i>	8	16 988 600	16 534 525
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	706 521	220 763
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	706 521	220 763
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
• Égout	12	72 153	
Acqueduc	13	72 793	72 793
Bibliotheque	14	174	174
Loisirs	15	675	675
Règlement emprunt 2009-343	16	673	673
•	17		
•	18		
•	19		
•	20		
	21	146 468	74 315
Organismes contrôlés et partenariats¹			
•	22		
•	23		
•	24		
	25		
	26	146 468	74 315

^{1.} Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
•	27		
•	28		
•	29		
•	30		
•	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
•	33		
•	34		
•	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	100 000	100 000
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	14 236	14 236
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
•	45		
•	46		
	47	114 236	114 236
	48	114 236	114 236

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptable	S		
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux fut	urs ⁵⁰ ()(
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux fut)(
	54 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres	(\	
•	58 ()(
	59 ()(
NA 11 11 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12	60 ()(
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000	04 /	\ /	
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ	00 /	\/	
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres	66 (\/	
	67 ()(
<u> </u>	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement	00 (
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (\/	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres	,, (/\	
100	72 ()(
•	73 ()(
	74 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP	(
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de			
portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement			
liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
•	79		
	80		
	81 (1/	
	<u> </u>		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83 (1 046 573)(1 766 157)
	84	(1 046 573)	(1 766 157)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	21 332 540	20 490 262
Propriétés destinées à la revente	86	11 837	11 837
Prêts	87	79 464	85 064
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	21 423 841	20 587 163
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	21 423 841	20 587 163
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (10 078 072)(3 735 279)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (70 051)(22 044)
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	95	5 792 230	1 061 528
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (4 355 893)(2 695 795)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()()
	100 (4 355 893)(2 695 795)
	101	17 067 948	17 891 368

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés Régimes supplémentaires de retraite	1		
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres re	enseigneme	ents	
	J	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(,
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur			
des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(Y
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
Court doe on 11000 pacest decodatant a uno modification de rogimo	20		
Cotisations salariales des employés	21 ()(,
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs	(/\	•
dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(,
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
•	29		
•	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33 ()(,
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		

Rapport financier 2020 | S24 |

Charge de l'exercice

		2020	2019
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés			
comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur			
des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
•	51		
•	52		

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

53

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice Régimes d'avantages complémentaires de retraite

Autres avantages sociaux futurs	54		_	
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarie	lle (s'il y a	lieu) et autres rens	eignements	
		2020	2019	
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56 ()()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice				
avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages				
dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()()

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 ()()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de	,	, ,	,
régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()()
	75	/\	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	00		
Auties	81		
Charge de llavoraise evaluant les intérêts	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	\/	,
Rendement espéré des actifs	85 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite			
<u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
,			
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		•	24
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
•	104		
•	105		

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	7	7
	_	2020	2019
E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX			
	117		
Autres régimes	116		
REER	115		
Régime de retraite simplifié	114		
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur			
	_	2020	2019
Description des régimes et autres renseignements			
Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
D) AUTRES RÉGIMES			
	111		
Autres régimes	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
	_	2020	2019
Description des régimes et autres renseignements			
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
C) REGIMES DE RETRAITE A COTISATIONS DETERMINEES			

Description du régime

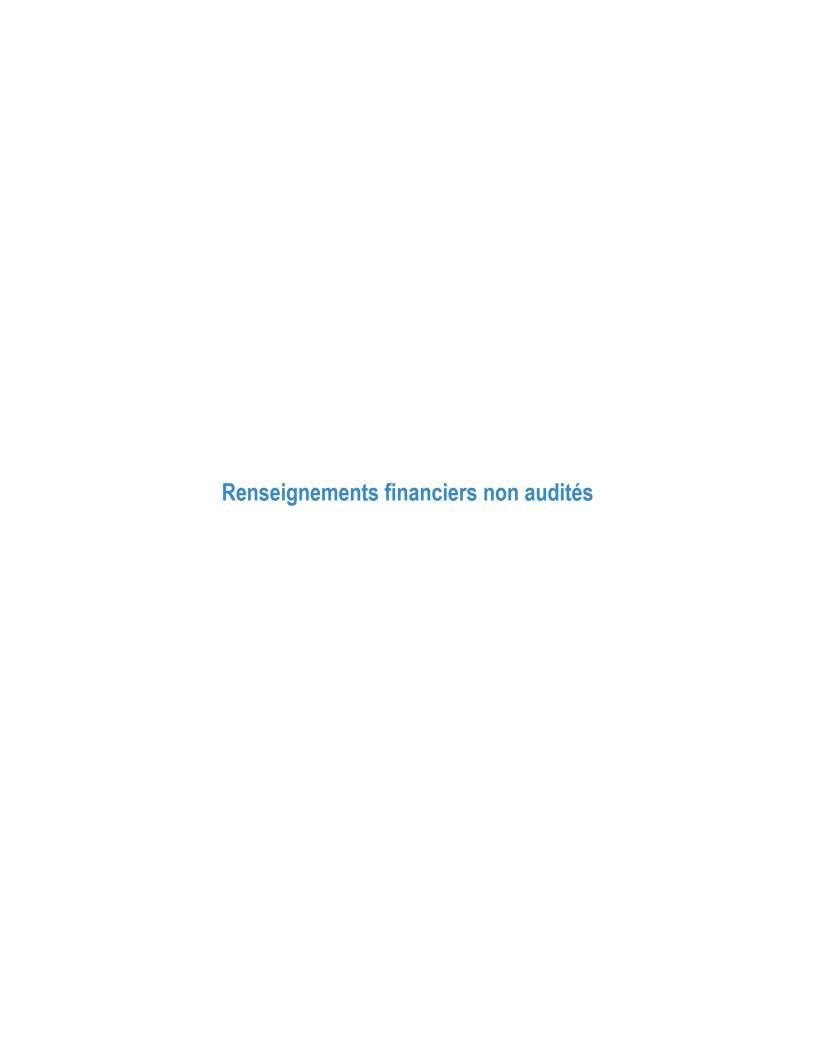
Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	8 450	8 594
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	8 450	8 594
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		8 453
	122	8 450	17 047



TAXES		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	1 777 449	1 675 200
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	1 777 449	1 675 200
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	39 013	38 197
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	184 035	168 054
Autres			
Bac Organique	14	2 066	1 715
■ Eco Prêts	15	2 423	2 423
•	16	-	-
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 535	10 278
Service de la dette	18	156 714	72 766
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	393 786	293 433
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	66 900	65 570
Autres	24		.,,.,
	25	66 900	65 570
	26	460 686	359 003
	27	2 238 135	2 034 203

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2020	Réalisations 2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES			
ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du			
gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	18 088	16 883
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	8 822	8 227
	36	26 910	25 110
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements			
et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38	16 615	16 615
Taxes d'affaires	39		
	40	16 615	16 615
	41	43 525	41 725
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES			
ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base	10		
Taxes, compensations et tarification	47		
Taxos, componentiano et tarmonteri	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises			
autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
กนแฮง	50 51		
	52	43 525	41 725

TRANSFERTS		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE		LULU	2013
PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS -			
FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	16 750	
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		2 403
Sécurité civile	56		14 500
Autres	57	78 316	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	75 117	34 383
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	109 803	502 647
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		23 802
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	68	18 388	
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	73 735	
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	53 083	59 036
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		5 250
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	48 377	2 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	2 000	2 000
Autres	89	22 008	1 750
Réseau d'électricité	90		
	91	497 577	647 771

TRANSFERTS (suite)	F	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE			
PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS -			
INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		5 414 244
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		740 000
Traitement des eaux usées	109	188 566	1 767 900
Réseaux d'égout	110		2 612 953
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

TRANSFERTS (suite)		lisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		49 526
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	188 566	10 584 623

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
		2020	2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation			
municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les			
ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective			
de matières recyclables	135		22 164
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le			
transport en commun — Droits			
d'immatriculation	137		
Dotation spéciale de fonctionnement	138		
Soutien à la compétence de			
développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
Autres	140		
1000	141		22 164
TOTAL DES TRANSFERTS	142	686 143	11 254 558

SERVICES RENDUS		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	143		
Évaluation	144		
Autres	145		
	146		
Sécurité publique			
Police	147		
Sécurité incendie	148	1 453	
Sécurité civile	149		
Autres	150		
	151	1 453	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	152	998	2 666
Enlèvement de la neige	153		
Autres	154		
Transport collectif	155		
Autres	156		
	157	998	2 666
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	158		
Réseau de distribution de l'eau potable	159		
Traitement des eaux usées	160		
Réseaux d'égout	161		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	162		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	163		
Tri et conditionnement	164		
Autres	165		
Autres	166		
Cours d'eau	167		
Protection de l'environnement	168		
Autres	169		
	170		

SERVICES RENDUS (suite)	Ré	alisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		2020	2013
Santé et bien-être			
Logement social	171		1 527
Autres	172		
	173		1 527
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		24 022
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		24 022
Réseau d'électricité	183		
	184	2 451	28 215

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	17 085	10 056
	188	17 085	10 056
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie	190		
Sécurité civile	191		
Autres	192		
	193		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	194		2 019
Enlèvement de la neige	195	10 079	12 824
Autres	196		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	197		
Transport adapté	198		
Transport scolaire	199		
Autres	200		
Autres	201		42
	202	10 079	14 885
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	203		
Réseau de distribution de l'eau potable	204		
Traitement des eaux usées	205	375	474
Réseaux d'égout	206		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	207		
Matières recyclables	208		
Autres	209		
Cours d'eau	210		
Protection de l'environnement	211		
Autres	212		
	213	375	474

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	214		
Sécurité du revenu	215		
Autres	216		
	217		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	218		
Rénovation urbaine	219		
Promotion et développement économique	220		
Autres	221	1 500	3 000
	222	1 500	3 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	223	25 329	60 120
Activités culturelles			
Bibliothèques	224		
Autres	225		
	226	25 329	60 120
Réseau d'électricité	227		
	228	54 368	88 535
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	56 819	116 750

		Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	230	4 623	3 985
Droits de mutation immobilière	231	115 398	84 112
Droits sur les carrières et sablières	232		
Autres	233		
	234	120 021	88 097
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	5 621	34 204
REVENUS DE PLACEMENTS			
DE PORTEFEUILLE	236		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	17 205	26 706
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		
Produit de cession de propriétés destinées			
à la revente	239		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et			
sur cession de placements	240		
Contributions des promoteurs	241		
Contributions des automobilistes pour le			
transport en commun — Taxe sur l'essence	242		
Contributions des organismes municipaux	243		
Autres contributions	244		
Redevances réglementaires	245		
Autres	246	19 682	12 671
	247	19 682	12 671
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE			
RESTRUCTURATION	248		

ANALYSE DES CHARGES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Réalisations 2020			
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	89 052		89 052	87 780
Greffe et application de la loi	2				15 872
Gestion financière et administrative	3	285 813	1 871	287 684	319 571
Évaluation	4	30 872		30 872	26 718
Gestion du personnel	5	1 485		1 485	1 289
Autres					
 Autres 	6	70 700		70 700	97 309
•	7				
	8	477 922	1 871	479 793	548 539
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	197 348		197 348	187 618
Sécurité incendie	10	134 023	18 875	152 898	152 299
Sécurité civile	11				
Autres	12	19 649	8 481	28 130	25 993
	13		27 356	378 376	365 910
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	324 396	384 997	709 393	1 098 854
Enlèvement de la neige	15	135 119		135 119	133 369
Éclairage des rues	16	12 780	4 679	17 459	11 574
Circulation et stationnement	17	15 122		15 122	17 095
Transport collectif					
Transport en commun	18				
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	34 140	17 410	51 550	35 784
	22	521 557	407 086	928 643	1 296 676

Non audité			Réalisations 2020		Réalisations
		Sans ventilation	Ventilation de	Total	2019
		de l'amortissement	l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	23	20 439		20 439	784
Réseau de distribution de l'eau potable	24	6 234	56 130	62 364	75 884
Traitement des eaux usées	25	11 163	87 045	98 208	11 442
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	81 517		81 517	90 721
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	53 697		53 697	30 985
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31	43 589		43 589	38 152
Traitement	32				
Matériaux secs	33	14 257		14 257	11 050
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	230 896	143 175	374 071	259 018
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				

Non audité			Réalisations 2020		Réalisations	
		Sans ventilation	Ventilation de	Total	2019	
		de l'amortissement	l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET						
DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	62 991		62 991	75 465	
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	20 932		20 932	20 903	
Tourisme	49					
Autres	50	16 458		16 458	24 270	
Autres	51	841		841		
	52	101 222		101 222	120 638	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	28 941	5 140	34 081	64 774	
Patinoires intérieures et extérieures	54	675	3 095	3 770	1 548	
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	31 538	13 495	45 033	47 192	
Parcs régionaux	57	01 000	10 100	10 000	102	
Expositions et foires	58					
Autres	59	50 926	10 992	61 918	105 953	
ratio	60	112 080	32 722	144 802	219 467	
Activités culturelles		112 000	<u> </u>	111 002	210 101	
Centres communautaires	61	18 546		18 546	36 307	
Bibliothèques	62	66 221		66 221	77 157	
Patrimoine		00 ZZ 1		00 22 1	77 107	
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres Autres	65	1 895		1 895	8 319	
Autios	66	86 662		86 662	121 783	
	67	198 742	32 722	231 464	341 250	
		130 /42	JZ 1 ZZ	ZJ 1 404	J4 i ZUU	

Non audité		Réalisations 2020			
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	238 705		238 705	114 010
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	802		802	532
	73	239 507		239 507	114 542
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE					
RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES					
IMMOBILISATIONS	75	612 210	(612 210)		

Autres renseignements financiers non audités

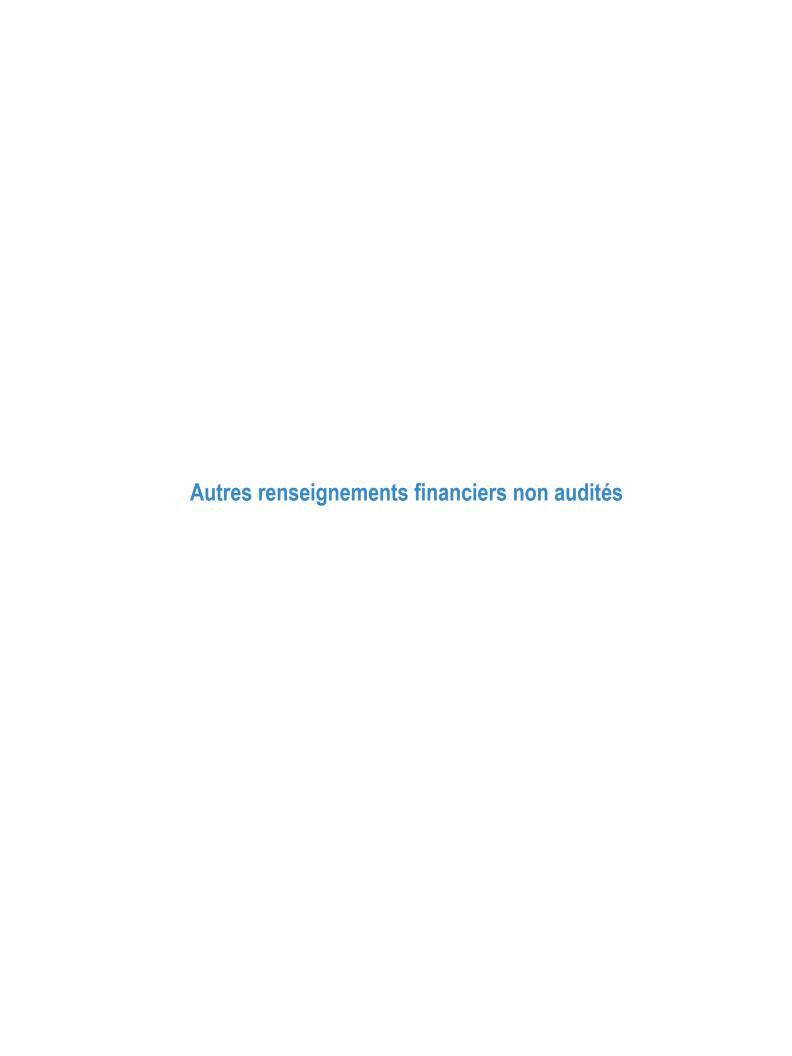
Exercice terminé le 31 décembre 2020

Municipalité de Saint-Liguori | 63065 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9
Autres renseignements	
Questionnaire	10



ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	55 865	435 238
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	875 759	2 159 297
Conduites d'égout	4		1 574 200
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	409 882	5 623 997
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	43 924	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	29 895	67 251
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	1 288	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	37 875	27 873
Terrains	20	3. 3. 4	141 234
Autres	21		
	22	1 454 488	10 029 090

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	34	1 454 488	10 029 090
Autres immobilisations	33	39 163	169 107
Autres infrastructures	32		
Conduites d'égout	31		1 574 200
Usines et bassins d'épuration	30	875 759	2 159 297
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Conduites d'eau potable	28		435 238
(ouverture de nouvelles rues)			
Infrastructures pour nouveau développement			
Autres infrastructures	27	483 701	5 691 248
Conduites d'égout	26		
Usines et bassins d'épuration	25		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Conduites d'eau potable	23	55 865	
Infrastructures autres que pour nouveau développement			

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal Emprunts refinancés par anticipation Excédent accumulé affecté au	1				
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	5	647 813	1 905 298	60 348	2 492 763
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	6	2 047 982		184 852	1 863 130
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	7				
	8	2 695 795	1 905 298	245 200	4 355 893
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) Débiteurs Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	9	1 061 528	4 730 702		5 792 230
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11	1 061 528	4 730 702		5 792 230
Débiteurs encaissés non encore appliqués		1 001 320	4 / 30 / 02		5 /92 230
au remboursement de la dette	13				
au remboursement de la dette	14	1 061 528	4 730 702		5 792 230
Revenus futurs découlant des ententes		1 001 320	4 100 102		0 102 200
conclues avec le gouvernement du					
Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre					
d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 061 528	4 730 702		5 792 230
	19	3 757 323	6 636 000	245 200	10 148 123
Dette en cours de refinancement	20 ()		(
Reclassement / Redressement	21	,		•	
		3 757 323	6 636 000		

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2020

Administration municipale		
Dette à long terme	1	10 148 123
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 046 573
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
•	5	
•	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	5 792 230
Revenus futurs découlant des ententes		0.02.200
conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
	13	
•	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 402 466
Endottoment not a long tormo do radinimotration maniopalo		0 102 100
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des		
organismes contrôlés et des partenariats	16	
Endettement net à long terme	17	5 402 466
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	617 733
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	6 020 199
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à		
long terme de l'agglomération	23	
ong termo de raggierno ador	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-		
part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	6 020 199
		2 220 .30
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité		
<u> </u>	26	
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux	26	
(inclus ci-dessus) Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux	26	
(inclus ci-dessus)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	73 623	78 459
Évaluation	2	25 463	25 161
Autres	3	2 239	3 115
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6	541	2 848
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	31 120	32 305
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12		
Cours d'eau	13	3 020	3 479
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et			
développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	20 932	20 903
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	9 053	/
Autres	21	8 708	9 731
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	3 678	3 904
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	178 377	179 905

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 454 488	10 029 090
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 454 488	10 029 090

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs	Semaine	Nombre d'heures	Rémunération	Charges	Total 1
Administration municipale		personnes/ année ²	normale (heures)	rémunérées au cours de l'exercice		sociales	
Cadres et contremaîtres	1	2,00	32,50	2 288,00	******	******	******
Professionnels	2	1,00	32,00	1 536,00	******	*******	*******
Cols blancs	3	3,00	32,50	3 225,00	*******	******	*******
Cols bleus	4	4,00	40,00	5 422,00	******	******	*******
Policiers	5						
Pompiers	6	17,00	40,00	2 742,00	******	******	******
Conducteurs et opérateurs							
(transport en commun)	7						
<u> </u>	8	27,00		15 213,00	******	******	******
Élus	9	7,00			68 792	12 404	81 196
	10	34,00			******	******	******

- 1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
- 2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernemen	t du Québec	Gouvernement	ARTM/MRC/	Total
		Fonctionnement	Investissement	du Canada	Municipalités/ Communautés métropolitaines	
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	73 735	188 566			262 301
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	353 457		22 008	48 377	423 842
	17	427 192	188 566	22 008	48 377	686 143

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	802	3 395
	4	802	3 395
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	3 032	2 576
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	3 032	2 576
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	183 700	83 410
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	618	
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	184 318	83 410
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	18 010	4 918
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		2 144
Réseaux d'égout	19	30 729	17 284
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	48 739	24 346
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	2 616	815
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	2 616	815
Réseau d'électricité	40		
	41	239 507	114 542

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,		•	smes mandataires amunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses			
Ghislaine Pomerleau	Maire	15 287	7 644	24 750	12 876			
Jean Gaudet	Conseiller	5 096	2 548					
Claude Bélisle	Conseiller	5 096	2 548					
Pierre-Luc Payette	Conseiller	5 096	2 548					
Jean-Paul Richard	Conseiller	5 096	2 548					
Jean Bourgeois	Conseiller	5 096	2 548					
Serge Rivest	Conseiller	5 096	2 548					

Note

^{1.} Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

	Non audité	OUI	NON	S.O.
1.	Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	100 000 \$	
2.	L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2	3 4	X
Les	questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
3.	La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 X	6	
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	19 002 \$	
4.	La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 X	9	
5.	Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
	Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille	10	\$	
	d'investissement	11	\$	
	Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	\$	
	Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	\$	
	Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	\$	
	Ligne 13 : Débiteurs	15	\$	
	Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	\$	
	Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	\$	
	Ligne 18 : Créditeurs et charges à payer	18	\$	
	Ligne 19 : Revenus reportés	19	\$	

	No	n audité		OUI		NON
6.	La	municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
	a)	le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20	X	21	
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22			27 205 \$
	b)	le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23		24	X
		Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25			\$
	c)	le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26		27	X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28			\$
	d)	le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29		30	X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31			\$
7.	La	municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32		33	X
		oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34		35	
		oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que durée de l'entente :				
8.	La	municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :				
	a)	du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36		37	Х
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38			\$
	b)	du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39		40	X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41			\$
9.	en	municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales napitre C-47.1)?	42		43	X
	Si	oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
	a) b)	crédits de taxes autres formes d'aide	44 45			\$

10.	Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020		
	Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020	46	\$
	Facteur comparatif de 2020	47	
	Valeur uniformisée	48	\$
11.	Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du Volet entretien du réseau local (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ	49	\$
	Total des frais encourus admissibles au volet ERL :		
	 a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) Dépenses relatives à l'entretien d'hiver Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver b) Dépenses d'investissement c) Total des frais encourus admissibles d) Description des dépenses d'investissement : 	50 51 52 53	\$ \$ \$
	Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
	a) Numéro de la résolutionb) Date d'adoption de la résolution	54 55	
12.	La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?	56	57
	Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :		
	a) Numéro de la résolutionb) Date d'adoption de la résolution	58 59	2019-246 2019-11-12
13.	Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
	Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)		
	Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)	60	
	d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :		
	Indiquer la race de chien		
	e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :		
	a causé sa mort	64	

	Indiquer la race de chien			
	• lui a infligé une blessure grave	65		
	Indiquer la race de chien			
f)	Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	66		
g)	Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité	67		
Dis	positions pénales			
h)	Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)	68		
i)	La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus			
,	sévères que celles prévues par le Règlement?	69	70	٦

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Municipalité de Saint-Liguori | 63065 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au trésorier Simon Franche de la Municipalité de St-Liquori,

Opinion

J'ai effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de St-Liguori pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

À mon avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

J'attire l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Municipalité de St-Liguori de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité de St-Liguori.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Mon objectifs est d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fait preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- · J'acquiers une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité de St-Liguori.
- · J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

YVAN GAUDET, CPA AUDITEUR, CA Joliette, 10 mai 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes 2	1	2 238 135
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	66 900
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	9 535
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	2 161 700
ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES		
Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	275 263 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	278 024 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	276 643 500
TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)		0,7814 / 100 \$

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Non audité	OUI	NON	S.O.
1.	Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	2 X	
	Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
	Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	4 X	
2.	La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	6 X	
3.	Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7	8 X	
	questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences IRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9	10	11 X
5.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12	13	14 X
6.	La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15	16	17 X
com	uestion 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en mun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, llez inscrire S.O.			
7.	Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18	19	20 X
	Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21	22	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Simon Franche, atteste que le rapport financier de Municipalité de Saint-Liguori pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 10 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Municipalité de Saint-Liguori.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Municipalité de Saint-Liguori consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Municipalité de Saint-Liguori détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-04 17:31:18

Date de transmission au Ministère :